

#NonSubventionsFossiles

un nouveau sondage démontre la volonté des
Canadiens d'abolir les subventions aux sociétés
pétrolières et gazières



#NonSubventionsFossiles est une coalition de groupes environnementaux qui se sont unis pour s'assurer que le Canada respecte et accélère ses engagements pour éliminer les subventions aux énergies fossiles d'ici 2025.



environmental
defence
INSPIRING CHANGE



Canada
CLIMATE ACTION NETWORK
RÉSEAU ACTION CLIMAT

équiterre



IISD

International Institute for
Sustainable Development

 OILCHANGE
INTERNATIONAL

Un nouveau sondage indique que les Canadiens sont fermement opposés aux subventions fédérales et provinciales aux sociétés pétrolières et gazières. Or, en dépit de l'opposition publique importante, les gouvernements canadiens continuent de subventionner l'industrie des énergies fossiles à raison de milliards sans dévoiler publiquement la valeur du soutien financier et des provisions fiscales offerts. Le Canada doit respecter son engagement de mettre fin aux subventions aux sociétés pétrolières et gazières d'ici 2025.

INTRODUCTION

Chaque année, les gouvernements fédéraux et provinciaux du Canada versent des milliards en subventions aux sociétés pétrolières et gazières¹. Une subvention est une contribution de la part d'un gouvernement à une activité ou à une industrie en particulier. Elle peut prendre la forme d'un don en espèces ou d'un allègement fiscal à valeur égale. Dans tous les cas, l'entreprise qui reçoit la subvention s'enrichit. Les subventions pétrolières sont accordées aux producteurs ou aux consommateurs de combustibles fossiles, notamment pour extraire les sables bitumineux du sol, transporter le pétrole au moyen de pipelines ou brûler le pétrole comme source d'énergie.

Les subventions pétrolières sont distribuées par les gouvernements fédéraux et provinciaux. Parmi les exemples de programmes au palier fédéral, citons les frais d'exploration et d'aménagement au Canada et les déductions pour amortissement accéléré pour les actifs de gaz naturel liquéfié. Au palier provincial, pensons au programme Crown Royalty Reductions de l'Alberta et au programme Deep Drilling Credit en Colombie-Britannique². En outre, la société d'État Exportation et développement Canada distribue des sommes faramineuses aux sociétés d'énergies fossiles, dont plus de 10 milliards de dollars en 2017³. Finalement, l'industrie des énergies fossiles dispose de nombre de provisions et de politiques fiscales fédérales supplémentaires qui sont en place depuis des décennies et qui ne reflètent pas l'état actuel de nos connaissances sur les externalités négatives, comme les répercussions sur le climat, la santé humaine, nos collectivités et l'économie.

Le Canada s'engage depuis des années à abolir les subventions pétrolières, mais il y a encore beaucoup de travail à faire. En 2009, tous les pays du G20, y compris le Canada, se sont engagés à éliminer graduellement ces subventions⁴. Le gouvernement fédéral a fait écho à cet engagement dans sa plateforme lors des dernières élections⁵. Le premier ministre a également pris soin de l'inclure dans ses lettres de mandat au ministre des Finances et à la ministre de l'Environnement et du Changement climatique⁶. En outre, le premier ministre a réaffirmé cet engagement conjointement avec les gouvernements américain et mexicain en juin 2016⁷. Plus récemment encore, le gouvernement fédéral renouvelait cet engagement en avril 2018 par l'entremise du Partenariat franco-canadien pour le climat et l'environnement⁸. Cependant, dans son rapport d'audit de mai 2017, le vérificateur général du Canada dit être incapable d'obtenir des documents et analyses de budget clés du Ministère des Finances du Canada en vue de chiffrer le progrès réalisé jusqu'à maintenant⁹.

Tout environnement fiscal réservant un traitement avantageux aux sociétés pétrolières, gazières et de charbon, notamment en leur permettant de déduire les dépenses d'exploitation de leurs revenus, est en contradiction directe avec les efforts de lutte aux changements climatiques. Les subventions aux énergies fossiles vont à l'encontre du principe de la tarification du carbone et des objectifs canadiens en matière de lutte aux changements climatiques, encouragent l'exploration et

la production d'énergies fossiles et détournent l'argent des priorités comme la santé, l'éducation et l'énergie renouvelable. **D'après Bloomberg, subventionner les énergies fossiles constitue « la politique la plus stupide du monde »; elle est inefficace, coûteuse, destructrice et inutile¹⁰. Il est essentiel d'y mettre fin pour respecter les engagements nationaux et mondiaux de l'Accord de Paris sur le climat¹¹.**

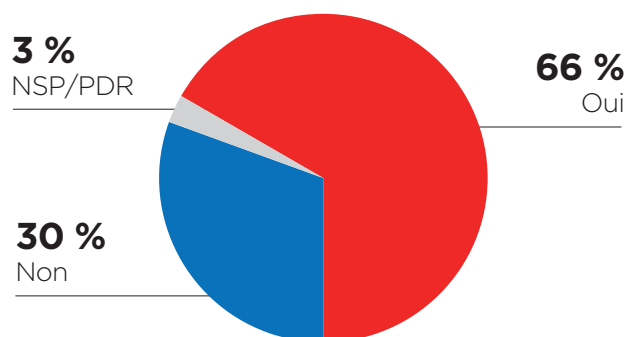
PERSPECTIVES CANADIENNES SUR LES SUBVENTIONS AUX ÉNERGIES FOSSILES

Il ne fait aucun doute que les subventions aux énergies fossiles sont une mauvaise politique. Qu'en est-il de leur popularité auprès de l'électorat? C'est précisément ce qu'ont voulu savoir les groupes Climate Action Network, Environmental Defence, Équiterre, l'International Institute for Sustainable Development et Oil Change International. Pour ce faire, nous avons mandaté la firme Ekos Research Associates Inc. afin d'enquêter sur l'attitude du public par rapport aux subventions distribuées aux industries d'énergies fossiles¹². **L'enquête révèle qu'une grande majorité de Canadiens d'un océan à l'autre s'oppose à l'idée de subventionner les sociétés pétrolières et gazières**, à l'exception de l'Alberta, le cœur de l'industrie pétrolière et gazière canadienne. Bien que le sexe, l'âge, la région, le niveau d'éducation et le revenu ne semblent pas des facteurs déterminants dans les différences d'opinions, on note qu'en moyenne, les Canadiens plus jeunes qui sont allés à l'université et qui ont tendance à voter pour le Parti libéral, le NPD ou le Parti vert sont plus susceptibles de vouloir l'abolition des subventions. Les Canadiens réclament plus de transparence de la part du gouvernement dans le dossier des subventions aux énergies fossiles. Ils n'y voient que peu, voire aucun avantage économique et sont plus susceptibles de voter pour des partis politiques qui proposent d'y mettre fin. Les Canadiens reconnaissent aussi de nombreux avantages à l'abolition des subventions aux énergies fossiles, dont l'intensification de la lutte aux changements climatiques, la baisse des dépenses publiques dans des sociétés privées, la réallocation de fonds à des priorités comme la santé, l'éducation et le logement, et la mise en place d'un environnement de saine concurrence pour les énergies renouvelables.

CONNAISSANCE DES SUBVENTIONS AUX ÉNERGIES FOSSILES

Connaissance des subventions pour combustibles fossiles

Q. Saviez-vous que le gouvernement fédéral et certains gouvernements provinciaux offrent des subventions à des sociétés pétrolières et gazières?



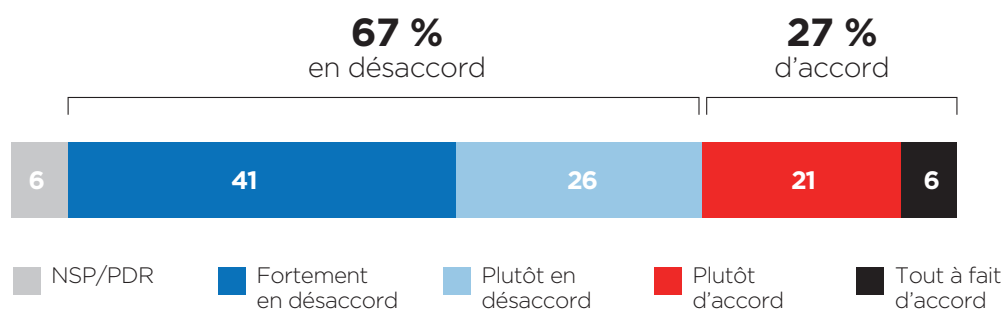
Deux tiers des répondants disent être au courant de l'assistance financière des gouvernements fédéral et provinciaux aux sociétés d'énergies fossiles. Trois sur dix indiquent que ces subventions ne leur sont pas familières.

SOUTIEN AUX ÉNERGIES FOSSILES

Soutien à l'égard des subventions pour combustibles fossiles

Q. Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant?

Les sociétés pétrolières et gazières devraient recevoir des subventions des gouvernements fédéraux et provinciaux au Canada.



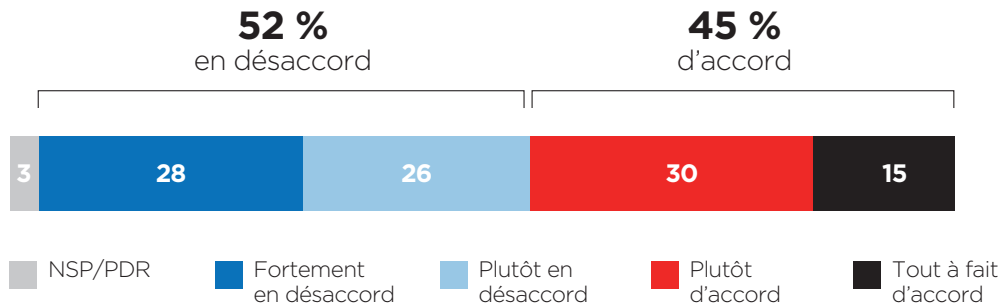
Deux tiers des Canadiens se disent en désaccord avec les subventions offertes aux sociétés pétrolières et gazières, dont 41 % se disent « profondément en désaccord ». Un peu plus du quart des répondants sont d'avis que les sociétés pétrolières et gazières devraient recevoir des subventions. Même en Alberta, presque la moitié (48 %) des répondants sont en désaccord avec les subventions aux sociétés d'énergies fossiles. Ce clivage se manifeste même chez les électeurs conservateurs, dont moins de la moitié (47 %) se dit en accord avec ces subventions. L'opposition publique aux subventions est élevée au sein de chaque groupe démographique mesuré, variant de 57 à 76 % indépendamment du sexe, du groupe d'âge, du niveau d'éducation, du revenu et de la langue parlée.

LES EMPLOIS ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE NE SAURAIENT JUSTIFIER LES SUBVENTIONS AUX ÉNERGIES FOSSILES

Soutien conditionnel à l'égard des subventions pour combustibles fossiles

Q. Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant?

Les sociétés pétrolières et gazières devraient recevoir des subventions des gouvernements fédéraux et provinciaux au Canada, en autant que ces sociétés créent des emplois et de la croissance économique pour les Canadiens.



Même lorsqu'ils entendent que les subventions aux sociétés pétrolières et gazières engendreront croissance et emplois, plus de la moitié des Canadiens s'y opposent. Sans surprise, l'appui conditionnel à la subvention des énergies fossiles est plus élevé dans les régions qui exploitent ces industries. 75 % des Albertains sont en accord avec la proposition, contre 45 % d'un océan à l'autre. Dans les provinces de l'Atlantique, une autre région productrice de pétrole, 55 % des gens sont en accord.

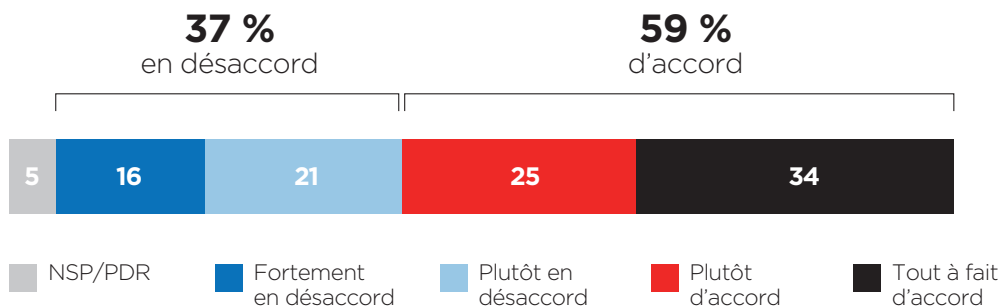
L'opposition aux subventions, en dépit de la création d'emplois et de la croissance économique, éclipse cependant l'appui dans d'autres régions pétrolières et gazières, comme en Colombie-Britannique (53 contre 43 %) et en Saskatchewan/Manitoba (50 contre 45 %). Fait notable : les deux tiers des répondants québécois étaient en désaccord contre 52 % à l'échelle nationale. Ceux qui se disent en accord avec cette affirmation sont également plus susceptibles de voter pour le Parti conservateur (71 % contre 45 % en moyenne). Le potentiel en matière de création d'emploi et de croissance économique est aussi plus susceptible d'intéresser les Canadiens avec un diplôme d'études secondaires ou collégiales (60 % et 57 %, respectivement) contre 37 % de ceux avec un diplôme universitaire.

LES CONSÉQUENCES ENVIRONNEMENTALES ET CLIMATIQUES DES SUBVENTIONS AUX ÉNERGIES FOSSILES

Conséquences environnementales des subventions

Q. Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant?

Les sociétés pétrolières et gazières ne devraient pas recevoir des subventions des gouvernements fédéraux et provinciaux au Canada, car ces subventions aggravent la pollution de l'environnement et contribuent aux changements climatiques.



Les résultats de l'enquête suggèrent que les Canadiens trouvent dans les répercussions environnementales des subventions aux énergies fossiles un argument de poids pour les abolir.

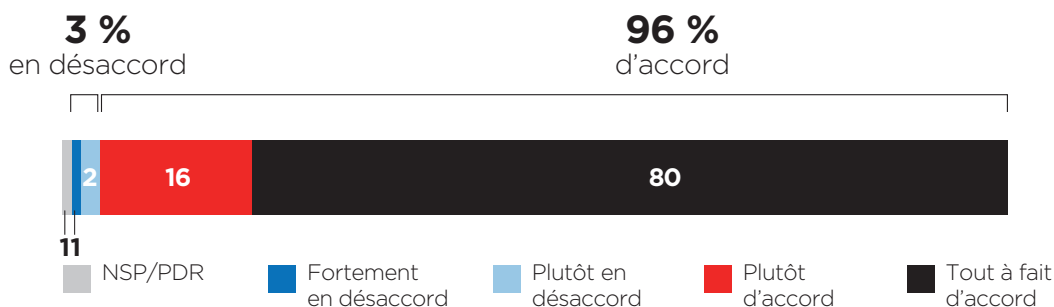
Six sur dix (59 %) sont d'accord avec l'affirmation que les sociétés pétrolières et gazières ne devraient pas recevoir d'aide financière gouvernementale, car ces fonds ont pour résultat d'exacerber la pollution et, par conséquent, les changements climatiques. Un peu plus d'un tiers (37 %) est en désaccord avec cette idée. Les femmes sont notamment plus susceptibles que les hommes d'accorder de l'importance aux répercussions des subventions sur le climat et l'environnement (31 % des femmes en désaccord contre 42 %). Les résidents des provinces du centre du Canada sont également plus susceptibles d'être en accord avec les arguments environnementaux contre les subventions aux énergies fossiles (71 % au Québec et 62 % en Ontario comparativement à 59 % à l'échelle nationale). À l'inverse, les résidents des Prairies (59 % en Alberta et 58 % en Saskatchewan/Manitoba) sont moins susceptibles de considérer l'environnement et le climat comme une bonne raison de cesser de subventionner les énergies fossiles. Les partisans conservateurs sont aussi beaucoup plus susceptibles de rejeter l'argument de l'environnement.

LA TRANSPARENCE GOUVERNEMENTALE SUR LES SUBVENTIONS AUX ÉNERGIES FOSSILES

Besoin perçu en matière de transparence

Q. Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant?

Le gouvernement fédéral devrait informer les Canadiens des sommes que les sociétés pétrolières et gazières reçoivent en subventions.



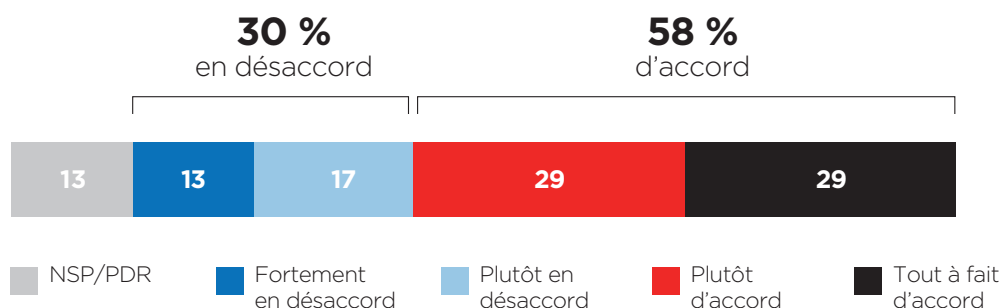
Quelle que soit leur opinion sur le bien-fondé des subventions aux sociétés pétrolières et gazières, **les Canadiens sont pratiquement unanimes sur la nécessité de transparence.** Presque tous les répondants (96 %) sont d'avis que le gouvernement fédéral devrait divulguer les montants reçus par les sociétés pétrolières et gazières en subventions (y compris 80 % qui se disent « fortement en accord ») tandis qu'à peine 3 % sont en désaccord. Ces données suggèrent que le gouvernement fédéral devrait agir pour assurer la transparence sans tarder en fournissant au vérificateur général les documents nécessaires à l'évaluation de ses progrès quant à son engagement d'éliminer les subventions aux énergies fossiles. Le Canada devrait aussi travailler avec les autres pays du G7 pour harmoniser les méthodes de divulgation des subventions en plus de conclure un accord d'examen par les pairs avec un autre pays du G7/G20.

LES CANADIENS SONT PLUS SUSCEPTIBLES DE VOTER POUR UN PARTI QUI PROMET D'ABOLIR LES SUBVENTIONS

Répercussions des subventions sur les penchants politiques

Q. Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant?

Il est plus probable que je vote pour un parti politique qui soutient l'élimination des subventions aux sociétés pétrolières et gazières.

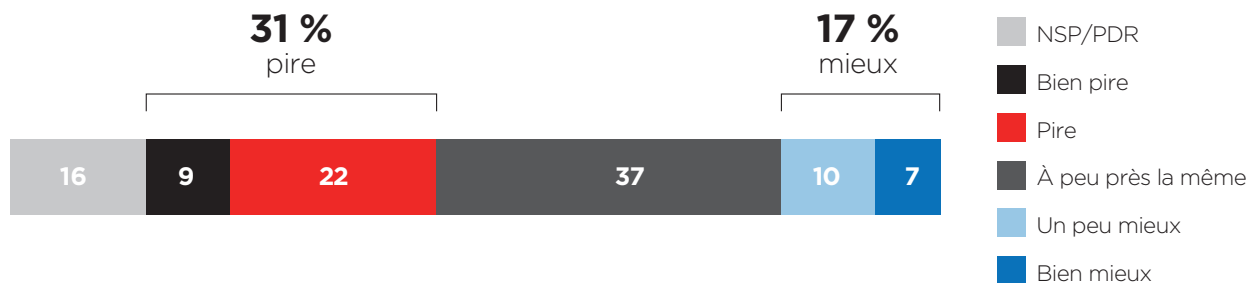


L'enquête suggère que les subventions aux énergies fossiles pourraient jouer un rôle lors des élections à venir. Six Canadiens sur dix (58 %) se disent susceptibles d'appuyer un parti politique qui promet d'abolir les subventions aux sociétés pétrolières et gazières, tandis que trois sur dix (30 %) sont en désaccord avec cette idée. À l'échelle régionale, une majorité écrasante en Ontario (61 %) et au Québec (71 %) se dit particulièrement susceptible de voter pour un parti qui propose l'abolition complète des subventions aux énergies fossiles, contre 58 % à l'échelle nationale. Les Albertains, quant à eux, sont plus nombreux à rejeter cette notion (54 % contre 30 % à l'échelle nationale). Les diplômés universitaires sont plus nombreux à reconnaître qu'ils sont plus enclins à voter pour un parti qui proposerait d'abolir les subventions aux énergies fossiles (64 %). Les Canadiens avec un diplôme de niveau collégial sont plus susceptibles d'être en désaccord avec cette idée (38 % contre 25 % des diplômés universitaires). Ces données suggèrent que les partis politiques progressistes peuvent s'attendre à attirer de nombreux électeurs en proposant l'abolition des subventions aux énergies fossiles.

LES RÉPERCUSSIONS ÉCONOMIQUES DE L'ABOLITION DES SUBVENTIONS AUX ÉNERGIES FOSSILES

Répercussions économiques de l'élimination des subventions

Q. Si des gouvernements fédéraux et provinciaux au Canada arrêtaient de donner des subventions à des sociétés pétrolières et gazières, l'économie canadienne serait :

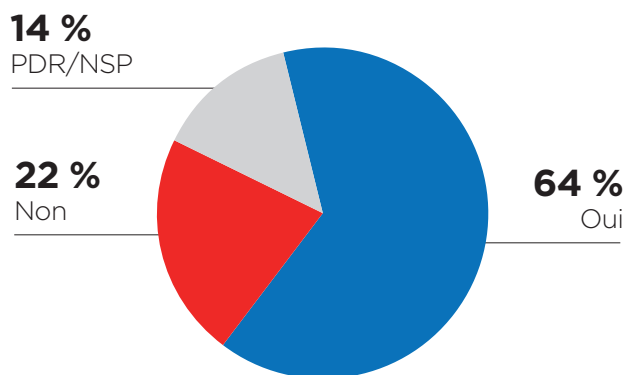


À peine trois répondants sur dix disent croire que l'abolition des subventions aux sociétés pétrolières et gazières aurait des répercussions négatives sur l'économie. La majorité des Canadiens croit que l'élimination des subventions aux énergies fossiles serait soit sans effet sur l'économie (37 %), soit positive pour cette dernière (17 %). Cela est vrai même dans les régions productrices de pétrole et de gaz, dont la Colombie-Britannique (54 %), Saskatchewan/Manitoba (50 %) et dans les provinces de l'Atlantique (58 %). L'Alberta est la seule province où une majorité des répondants (59 %) dit croire à des répercussions négatives sur l'économie en cas d'abolition des subventions. Les électeurs conservateurs sont aussi plus susceptibles de partager ce point de vue (47 % contre 31 % en moyenne). Cependant, les données suggèrent que la majorité des Canadiens ne craignent pas particulièrement les répercussions économiques de l'abolition des subventions

APPUI PUBLIC À L'ABOLITION DES SUBVENTIONS AUX ÉNERGIES FOSSILES

Soutien à l'élimination des subventions pour combustibles fossiles

Q. Des organisations internationales comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international recommandent de cesser de donner des subventions aux sociétés pétrolières et gazières. Croyez-vous que les gouvernements devraient arrêter de donner des subventions aux sociétés pétrolières et gazières?



Nous avons informé les répondants du fait que de nombreuses organisations internationales (dont la Banque mondiale et le Fonds monétaire international) appellent à l'abolition des subventions aux énergies fossiles, après quoi nous leur avons demandé s'ils sont d'avis que

le Canada devrait en tenir compte. **Comme deux tiers des répondants ont déjà exprimé leur opposition aux subventions aux énergies fossiles lors d'une question précédente, il n'est pas surprenant qu'ils soient environ autant (64 %) à appuyer leur abolition.** À peine un répondant sur cinq (22 %) s'y oppose. Les Albertains (34 % en désaccord contre 49 % en moyenne) et les électeurs conservateurs (40 % contre 44 % en moyenne) sont les seuls groupes du panel à s'exprimer dans une majorité relative contre l'abolition des subventions aux sociétés pétrolières et gazières.

LES MOTIFS DE L'APPUI À L'ABOLITION DES SUBVENTIONS AUX ÉNERGIES FOSSILES

Raisons du soutien à l'élimination des subventions

Q. [SI LA RÉPONSE EST OUI] Selon vous, pour laquelle des raisons suivantes les gouvernements devraient-ils principalement arrêter de donner des subventions aux sociétés pétrolières et gazières?



Nous avons demandé à ceux qui se disent pour l'abolition des subventions aux énergies fossiles d'étayer leur position. Les réponses variaient d'un répondant à l'autre sans qu'il soit possible d'en dégager un thème commun, mais **plus de la moitié des réponses évoquaient la nécessité d'accroître les efforts de lutte aux changements climatiques** : 23 % ont invoqué la lutte aux changements climatiques, 21 % souhaitent voir une plus saine concurrence avec les énergies renouvelables et 6 % ont mentionné la nécessité de réduire la pollution de l'air. 21 % ont dit souhaiter l'abolition des subventions aux énergies fossiles afin que ces fonds puissent être alloués à d'autres priorités, comme la santé, l'éducation et le logement. 4 % ont cité une combinaison des motifs susmentionnés. 22 %, ou 53 % des électeurs conservateurs, ont cité la nécessité de réduire l'aide publique aux entreprises privées comme raison principale d'abolir les subventions aux énergies fossiles. Cela cadre avec les résultats d'un sondage mené en avril 2018 révélant qu'une majorité (56 %) des Canadiens s'opposent à l'idée que le gouvernement investisse l'argent des contribuables dans le pipeline Kinder Morgan proposé¹³. **Ce sondage indique que les gouvernements canadiens ont l'appui public nécessaire pour abolir les subventions aux énergies fossiles et investir plutôt dans la lutte aux changements climatiques et d'autres priorités sociales ou économiques.**

CONCLUSION

Une majorité claire des Canadiens s'oppose aux subventions provenant des deniers publics aux sociétés pétrolières et gazières et souhaiterait leur abolition. Les Canadiens ont soif de transparence sur les subventions aux sociétés d'énergies fossiles et comprennent les avantages de leur abolition pour l'environnement et le climat. Ils sont aussi plus susceptibles de voter pour les partis politiques qui promettent d'y mettre fin.

En dépit de l'appui massif et généralisé à l'abolition des subventions aux énergies fossiles, les répondants albertains se soucient clairement des répercussions économiques de l'abolition des subventions aux sociétés pétrolières et gazières. Ces résultats mettent en relief la nécessité de prendre en compte le point de vue et les inquiétudes des travailleurs et collectivités qui risquent d'être touchés par les efforts pour réduire la pollution et faire prendre un virage vert à notre économie. Des programmes ciblés doivent être mis en place pour que tous, même les travailleurs en Alberta et en Saskatchewan et leurs collectivités, puissent prospérer dans le cadre d'une transition équitable vers des emplois propres et un avenir faible en carbone.

Ces résultats démontrent aussi que le gouvernement fédéral peut aller de l'avant avec son engagement d'abolir graduellement les subventions aux énergies fossiles sans craindre de perdre l'appui des électeurs.

À court terme, le Canada peut faire preuve de leadership international dans le dossier du climat tout en respectant son engagement d'abolir graduellement les subventions aux énergies fossiles en :

- Mandatant le ministère des Finances pour mener une analyse en vue de réformer et d'abolir les subventions et dispositions fiscales disponibles à l'industrie des énergies fossiles, y compris les mesures d'Exportation et développement Canada en appui aux sociétés pétrolières, gazières et de charbon.
- Profitant de sa présidence du G7 en 2018 pour obtenir l'engagement d'autres pays du G7 pour l'élaboration d'une feuille de route en vue d'abolir les subventions aux énergies fossiles d'ici 2025.
- Fournissant au vérificateur général les documents nécessaires à l'évaluation des progrès du gouvernement sur son engagement, en travaillant avec les autres pays du G7 pour harmoniser les méthodes de divulgation des subventions et en concluant un accord d'examen par les pairs avec un autre pays du G7/G20.

REFERENCES

- ¹ Overseas Development Institute, Oil Change International et l'International Institute for Sustainable Development. *G20 subsidies to oil, gas and coal production: Canada*. Novembre 2015. Extrait de <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9988.pdf>.
- ² Ibid.
- ³ Exportation et développement Canada. Rapports sur les transactions : Sous-secteur de l'économie canadienne. 2017. Extrait de <https://www.edc.ca/FR/About-Us/Disclosure/Reporting-on-Transactions/Pages/industry-sub-sector-2017.aspx>.
- ⁴ Déclaration des leaders du G20 : Sommet de Pittsburgh. Septembre 2009. Extrait de <http://www.g20.utoronto.ca/2009/2009communiqué0925.html>.
- ⁵ Parti libéral du Canada. *Changer ensemble : le bon plan pour renforcer la classe moyenne*. 2015. <https://www.liberal.ca/wp-content/uploads/2015/10/Le-bon-plan-pour-renforcer-la-classe-moyenne.pdf>.
- ⁶ Bureau du premier ministre du Canada. Lettre de mandat du ministre des Finances. Novembre 2015. Extrait de <https://pm.gc.ca/fra/lettre-de-mandat-du-ministre-des-finances>; Bureau du premier ministre du Canada. Lettre de mandat de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique. Novembre 2015. Extrait de <https://pm.gc.ca/fra/lettre-de-mandat-de-la-ministre-de-lenvironnement-et-du-changement-climatique>.
- ⁷ Bureau du premier ministre du Canada. Déclaration des leaders sur le partenariat nord-américain en matière de climat, d'énergie propre et d'environnement. Juin 2016. Extrait de <https://pm.gc.ca/fra/nouvelles/2016/06/29/declaration-des-leaders-partenariat-nord-americain-matiere-de-climat-denergie>.
- ⁸ Bureau du premier ministre du Canada. Partenariat franco-canadien pour le climat et l'environnement. Avril 2018. Extrait de <https://pm.gc.ca/fra/nouvelles/2018/04/16/partenariat-franco-canadien-climat-et-lenvironnement>.
- ⁹ Bureau du premier ministre du Canada. Partenariat franco-canadien pour le climat et l'environnement. Avril 2018. Extrait de http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_oag_201705_07_f_42229.html.
- ¹⁰ Bloomberg Editorial Board. "Fossil Fuel Subsidies are the World's Dumbest Policy." Bloomberg. 1^{er} septembre 2016. Extrait de <https://www.bloomberg.com/view/articles/2016-09-01/fossil-fuel-subsidies-are-the-world-s-dumbest-policy-editorial>.
- ¹¹ Overseas Development Institute, Global Subsidies Initiative et l'International Institute for Sustainable Development. *Zombie Energy: Climate Benefits of ending subsidies to fossil fuel production: Working Paper*. Février 2017. Extrait de <https://www.iisd.org/sites/default/files/publications/zombie-energy-climate-benefits-ending-subsidies-fossil-fuel-production.pdf>.
- ¹² EKOS Research Associates Inc. *Public Attitudes to Fossil Fuel Subsidies: Summary Report*. Mars 2018. Ce sondage a été réalisé au moyen de Probit, la plateforme de recherche hybride en ligne/téléphonique exclusive à EKOS. Notre panel est représentatif de toute la population canadienne (abonnée à Internet, au téléphone fixe ou au téléphone cellulaire), ses membres sont recrutés au hasard (autrement dit, ils ne peuvent proposer eux-mêmes de participer), et l'échantillonnage est à probabilités égales. Tous les répondants de notre panel sont recrutés au téléphone au moyen de la composition aléatoire et leur confirmation est assurée par des enquêteurs. Contrairement aux panels en ligne auxquels on peut choisir de participer, Probit permet d'estimer les marges d'erreur. Ce sondage a été effectué du 6 au 12 mars 2018. Notre échantillon était composé de 1 065 Canadiens âgés de 18 ans ou plus : 898 en ligne et 167 par téléphone. La marge d'erreur associée à l'ensemble de l'échantillon est de $\pm 3,0$ points de pourcentage, 19 fois sur 20. Il est à noter que la ventilation des résultats (par exemple, selon la région, le sexe, l'âge et le niveau de scolarité) accroît la marge d'erreur. Toutes les données ont été pondérées statistiquement afin que la composition des échantillons reflète la population réelle du Canada d'après les données de recensement. Le sondage a été réalisé en français et en anglais.

¹³ Angus Reid Institute. "Pipeline Problems? Try Tanker Troubles: BC Kinder Morgan opponents want spill response assurances. Avril 2018. Extrait de <http://angusreid.org/kinder-morgan-transmountain/>.